

Nouveaux Cahiers du socialisme



Benoit Renaud, *Un peuple libre*, Montréal, Écosociété, 2020

Michèle Hehn et Paolo Lapointe-Miriello

Numéro 26, automne 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/96619ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hehn, M. & Lapointe-Miriello, P. (2021). Compte rendu de [Benoit Renaud, *Un peuple libre*, Montréal, Écosociété, 2020]. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (26), 251–253.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2021

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Finalement, le témoignage personnel de Vincent Ouellette-Destroismaisons permet de soulever d'importantes questions et réflexions sur les transformations du Mouvement Desjardins, qui s'éloigne de l'idéal coopératif à son origine. Cet ouvrage dépasse l'histoire du guichet de Ripon : il s'agit d'un cri du cœur des citoyens et citoyennes des petites localités rurales du Québec, souvent les premières victimes de l'élimination des services, mais impuissantes face à des géants tels que le Mouvement Desjardins. De façon plus large, cela soulève une question importante de société, soit celle de la prépondérance de l'accumulation du profit sur le bien-être des citoyens.

Benoit Renaud

Un peuple libre

Montréal, Écosociété, 2020

Michèle Hehn et Paolo Lapointe-Miriello

Dans *Un peuple libre*, Benoit Renaud tente de démontrer à quoi ressemblerait un Québec progressiste et indépendant. Ainsi, son livre expose-t-il des arguments esquissés par Eric Martin dans *Un pays en commun. Socialisme et indépendance au Québec*, publié en 2017. Cependant, Renaud met de l'avant un cadre d'analyse qui donne davantage priorité et reconnaissance à la question existentielle de l'environnement, à la relation entre le Québec et les populations autochtones ainsi qu'à la question de l'oppression prise au sens large. Il en résulte un cadrage nettement plus à gauche de la question de l'indépendance.

Selon Renaud, le mouvement indépendantiste québécois fait face à deux problèmes : un manque de soutien généralisé envers l'indépendance et une prédominance croissante des idées identitaires de droite au sein du mouvement au cours des dernières années. Face à cette conjoncture, Renaud propose une « république sociale et écologique du Québec » en tant que « destination commune qui permettrait [...] de rassembler une majorité » (p. 48).

Renaud présente ses arguments et sa construction historique à travers un exposé thématique qui débute par un regard sur le virage à droite du mouvement indépendantiste ces dernières décennies : « l'indépendance déboussolée ». Suit une discussion sur l'empire canadien et ses ravages coloniaux et environnementaux. Le livre permet ensuite de juxtaposer les enjeux du racisme, de l'islamophobie et de la laïcité à la question nationale. Enfin, Renaud explique l'importance centrale du processus d'assemblée constituante dans l'accès à l'indépendance qu'il envisage pour le Québec.

Dans sa description du « paysage idéologique », Renaud met de l'avant un spectre de cinq positions sur l'indépendance, des plus convaincues (« l'indépendance avant tout ») aux plus opposées (« l'indépendance jamais ») (p. 41 à 44). À la lumière de l'état moribond du mouvement indépendantiste, Renaud nous met soigneusement en garde contre une stratégie de « militantisme traditionnel » (p. 45), où chaque militant et chaque militante tente de convaincre les personnes au sein de la catégorie de conviction voisine. L'auteur défend plutôt l'idée que le processus de conviction devrait être subordonné à une stratégie de convergence, où la priorité consiste à « trouver les arguments pour regrouper tout ce beau monde autour d'un grand projet commun » (p. 47). Montrant lui-même l'exemple, Renaud amorce chaleureusement cette convergence en s'adressant à ses lecteurs et lectrices en utilisant le pronom indéfini « on ».

Son chapitre « Briser l'empire canadien » constitue une introduction incisive à la relation coloniale que le Canada entretient avec ses populations autochtones, particulièrement en ce qui concerne les dommages environnementaux dont l'industrie extractive afflige ces communautés. Ici, Renaud présente le double rôle joué par le Québec en tant que « victime et complice », c'est-à-dire « à la fois le produit du colonialisme français et la cible d'une opération coloniale britannique » (p. 87). En effet, Renaud affirme que, même si « [le] racisme visant les Premières Nations est tout aussi présent au Québec qu'ailleurs au Canada, et pour les mêmes raisons » (p. 89), on peut espérer l'émergence d'un « mouvement de décolonisation qui unirait la résistance autochtone, le mouvement écologiste, un mouvement indépendantiste québécois solidaire des Premières Nations ». Une telle coalition aurait non seulement l'écologie au centre de ses préoccupations, mais aussi « un rejet de la logique profondément coloniale au cœur du capitalisme canadien » (p. 80).

Quand il analyse le racisme, et par extension l'islamophobie, Renaud applique le cadre analytique élaboré par le philosophe Pierre Tevanian dans *La mécanique raciste* (La Découverte, 2008), où l'idéologie procède par différenciation, péjoration de la différence, réduction de l'individu à son stigmata, essentialisation et enfin légitimation de l'inégalité vécue par le groupe social opprimé. Sur cette base, Renaud relie l'oppression du Québec à une phase tardive des guerres de religion qui ont opposé les catholiques aux protestants des siècles durant en Europe. En ce sens, il cite le traitement des catholiques irlandais par les protestants britanniques comme un exemple particulièrement proche du racisme systémique imposé aux catholiques du Canada français par les protestants britanniques et leurs descendantes et descendants, la majorité canadienne anglophone. En mettant l'accent sur le fait que « les races n'existent pas au sens biologique » (p. 100), Renaud reprend la lettre de la prison de Birmingham de Martin Luther King pour conclure que « le racisme n'est donc pas qu'une affaire de couleur de peau » et que « l'exemple de l'Irlande montre bien que les mécanismes du racisme ne sont pas toujours [si] grossiers » (p. 117) afin de renforcer sa

caractérisation des Canadiennes françaises et Canadiens français comme victimes d'une oppression historique.

Étant donné la centralité économique de la mise en esclavage des peuples africains et autochtones dans le projet de colonisation de l'Amérique, Renaud amène son lectorat à vouloir mieux comprendre jusqu'à quel point le cas du Canada français se compare aux formes canoniques du racisme sur le continent. Compte tenu de l'absence de critères explicitement économiques dans le lexique analytique de Tevanian, il aurait été utile que Renaud déploie un modèle économique en conjonction avec celui, plutôt culturel, qu'il manie avec grand succès pour expliquer la relation d'oppression subie par le Québec.

D'ailleurs, une réflexion sur les conditions économiques actuelles des Québécoises et des Québécois permettrait également de mieux saisir la possibilité de garantir une convergence souverainiste autour des différentes revendications que l'auteur énonce, dont la création d'une banque centrale et d'une monnaie, le rejet des accords de libre-échange, de nouveaux investissements dans les secteurs public et communautaire ainsi qu'un certain contrôle public des grandes entreprises financées par l'État. Devant l'inévitabilité d'une réaction capitaliste à ces mesures protectionnistes et sociales-démocrates, Renaud pourrait approfondir son propos et examiner les conséquences que la pression exercée par la bourgeoisie internationale pourrait avoir sur le mouvement souverainiste, actuellement dominé par des forces de droite.

Renaud concède que depuis les années 1970, la majorité francophone constitue désormais « un groupe relativement privilégié au Québec, tout juste derrière la minorité anglophone ». Il perçoit malgré tout le Québec comme une colonie canadienne en raison de l'échec des accords du lac Meech et de Charlottetown, « qui comprenaient une reconnaissance toute symbolique du Québec comme "société distincte" » (p. 180) et qui ont entraîné le refus de l'Assemblée nationale de ratifier la constitution de 1982. Cette absence de reconnaissance nationale « signifie en fait que le Canada a déclaré son indépendance par rapport au Québec » (p. 180), ce qui permet à Renaud d'affirmer qu'il n'y a pas d'autre solution progressiste sauf une assemblée constituante comme prélude à l'indépendance du Québec.

Cependant, alors qu'il concède d'entrée de jeu qu'il n'y a « pas de garantie que l'indépendance nous approchera d'un monde plus juste ou d'une société plus libre ou plus égalitaire » (p. 26), Renaud déclare qu'un Québec indépendant « sera pluriel ou ne sera pas » (p. 190). D'apparence contradictoire, ces deux affirmations devraient plutôt être perçues comme une mesure de l'écart qui existe entre les forces progressistes indépendantistes et celles nécessaires pour engendrer la transformation en société plurielle et libre que Renaud désire si ardemment pour le Québec. Pour l'instant, la possibilité de mobiliser la population du Québec dans toute sa diversité et de combler cet écart reste à démontrer.